



## **DECLARATION du SE-UNSA A LA CAPA DES PLP DU 21 JUIN 2010**

Le SE-UNSA tient tout d'abord à rappeler fortement sa position contre la suppression de 44 postes alors que dans le même temps le nombre d'élèves attendus augmente de manière significative (822). Or, on le voit très bien, les suppressions ont inévitablement de lourdes conséquences sur le mouvement ; elles entraînent notamment la multiplication des collègues en mesure de carte scolaire (33) et la multiplication des postes à complément de service. Le mouvement s'en trouve donc à nouveau restreint ; restriction accentuée encore par les conséquences de la réforme de la formation professionnelle des enseignants. En effet, les affectations des stagiaires du 2<sup>nd</sup> degré sur des postes à plein temps posent problème .Force est de constater que les difficultés sont là. Il a été annoncé que nos futurs collègues seraient placés sur des postes libérés par des collègues partant en retraite au cours du 1<sup>er</sup> trimestre de l'année scolaire prochaine ou sur des BMP. Depuis, on s'est aperçu que les annonces étaient incomplètes et que des postes vacants (25) n'ont pas été mis au mouvement, à la grande déception des collègues qui voulaient postuler sur ces postes...Certains stagiaires se retrouvent même sur des postes partagés ! Nous constatons aujourd'hui, comme nous le savions, les effets catastrophiques de la réforme de recrutement et de la formation des enseignants.

Dans ce contexte, le SE-UNSA, avec sa fédération l'UNSA-Education, qui a développé des positions cohérentes depuis plusieurs années, ne peut que rappeler sa condamnation absolue d'une réforme qui n'est pas amendable – elle n'est sans doute même pas viable. La masterisation ne répond en rien à la nécessité d'une formation professionnelle par alternance. Le ministère n'a plus la main, ni sur la formation initiale des étudiants, ni sur la formation des fonctionnaires stagiaires. Le texte laisse à chaque recteur le soin d'assurer la formation des stagiaires tout en les utilisant comme moyens d'enseignement. Le tout donnant l'illusion de l'efficience par un accompagnement ou compagnonnage aux contours extrêmement flous. Les futurs stagiaires vont se retrouver confrontés à la réalité de la classe sans possibilité de prendre du recul. La formation proprement dite est réduite à portion congrue. Tout cela relève du bricolage et la masterisation telle qu'elle est conçue, constitue une régression historique. Nous le réaffirmons avec force : l'accompagnement et le tutorat ne peuvent tenir lieu de formation ! La formation d'adultes ne s'improvise pas ; elle doit faire appel à des personnels formés et qualifiés. Enseigner est un métier qui s'apprend. Il est donc inadmissible de voir la formation des enseignants sacrifiée par mesure d'économie !

Pour le SE-UNSA, le dogme du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux et la masterisation montrent là toute leur absurdité. La recherche d'économies budgétaires broie désormais toute ambition éducative pour notre pays. Alors que la crise imposerait un investissement éducatif hors du commun, c'est exactement le choix inverse qui est fait par nos gouvernants !